

Réjouissons-nous : la culture n'est pas rentable !

La réduction programmée des subventions aux institutions culturelles et scientifiques fédérales dans le secteur de la culture tant en Communauté flamande que dans la Fédération Wallonie Bruxelles a ébranlé de nombreux secteurs. Les uns après les autres, créateurs, interprètes et maintenant les responsables d'institutions donnent de la voix, avec un angle d'attaque bien dans l'air du temps : la culture, c'est rentable ! Regardez le PIB, l'emploi, les multiplicateurs, la valeur ajoutée... Le mot « rentabilité » était obscène dans nos métiers il y a encore vingt ans: il servait notamment à marquer la fracture brutale entre la création artistique et la production culturelle de masse.

Preuves à l'appui : telle ou telle étude censée mesurer l'impact économique de la culture est brandie. Le piège d'une argumentation économique est pourtant évident. Maria Miller, secrétaire d'Etat à la Culture en Grande Bretagne, tirait en 2013 les conclusions politiques de ces études économiques : il faut désormais se focaliser sur « l'impact économique de la culture » et les subventions du gouvernement en la matière doivent produire des « dividendes fructueux ». Les secteurs non « rentables » seront sacrifiés ; bien entendu, l'évaluation de l'utilité de l'art sera renforcée.

Certes, le soutien économique au secteur des industries créatives et culturelles doit être renforcé et amélioré, *mais avec des outils économiques* et dans les compétences politiques ad hoc. Déductibilité fiscale du mécénat et du crowdfunding, extension du Tax-shelter, réductions de charges sur le travail de création, simplification administrative, financement des investissements notamment en équipements et infrastructures, capital-risque, soutien à l'innovation et à l'exportation sont autant de pistes concrètes. Les subventions ont elles un autre rôle à jouer – d'autant qu'en principe, elles ne sont attribuables qu'à des activités d'intérêt général non rentables.

La question qui reste dans l'angle mort est en fait autrement plus cruciale : pourquoi les pouvoirs publics doivent-ils subventionner la création et, plus largement, l'activité culturelle ? Entre démocratie culturelle, lien social et droits culturels, les programmes politiques mais également les discours de terrain peinent trop souvent à quitter les clichés inopérants. Pour preuve : les réductions budgétaires dans la culture sont linéaires, tous secteurs confondus. Ce qui est la façon technocratique de justifier d'une égalité de traitement, là où un projet politique devrait au contraire différencier, arbitrer et non exécuter.

Quelles sont les missions de service public, quel est l'intérêt général que les pouvoirs publics *nous* doivent de défendre en la matière ... *justement parce qu'elles ne sont pas rentables* ? Justement parce que la création n'est pas une marchandise –quand bien même elle est marchandisée.

La création, dans la culture, est une fabrique du sens – fonction qu'elle partage seulement avec les religions–, et d'éthique, qui signifie ces manières d'être et de jouir, avec le réel ou contre lui. Elle est au fondement de deux dynamiques essentielles à nos sociétés : la transmission d'un patrimoine et l'innovation.

Si même les responsables et les travailleurs de la culture abandonnent cette question pour se soumettre à l'aune d'une rentabilité économique purement comptable, alors il ne restera plus que les seules mains du marché et de la consommation de masse pour façonner la création et, à travers elle, la culture. Nous y perdrons le sens et l'éthique dont elle est porteuse quand elle est libre, quand elle reste l'exception.

Ne plus soutenir la culture est un non-sens politique qui ne peut trouver sa justification qu'au travers une posture idéologique réactionnaire et rétrograde. L'investissement le plus profitable pour une société occidentale dite avancée est celui de l'éducation, de la recherche et de tous les moyens de transmettre et de partager la culture.

Même quand elle n'est pas rentable économiquement, la culture reste un investissement fondamental pour toutes les sociétés qui souhaitent échapper à la guerre et à la violence d'un monde qui ne cesse d'accroître les inégalités. Ceux qui considèrent aujourd'hui que les dépenses publiques en faveur des arts et de la culture sont une charge qui peut être réduite doivent mesurer les risques à long terme de leurs actes, ils doivent aussi savoir qu'un jour les citoyens leur demanderont des comptes.